

REVERDIR LE SAHEL

Des arbres et des bêches contre l'avancée du désert

Des initiatives tentent de refertiliser la région sahélienne, alors que la désertification grignote chaque année un peu plus de terres arables, contribuant à déstabiliser la zone

BAMAKO - correspondance

Il aurait dû vivre des centaines, voire des milliers d'années. Un à un, pourtant, à une cadence inégale par le passé, les plus vieux baobabs d'Afrique disparaissent. Le tueur a un nom : « réchauffement climatique », selon une équipe internationale de chercheurs qui s'est penchée sur la question, dans un article publié dans la revue *Nature Plants*, en juin 2018. Intuitivement, le Burkinabé Alfred Sawadogo connaissait cet effet des dérèglements climatiques, lui qui avait été témoin « des baobabs mythiques mourant par milliers lors de la grande sécheresse qui, entre 1970 et 1990, a ravagé le Sahel ». Une période sombre, certes, mais aujourd'hui, il estime « la situation plus catastrophique encore qu'alors, et les dérèglements plus profonds ». Aussi le président de l'ONG SOS SAHEL à Ouagadougou s'est-il engagé à reverdir le Sahel, cette bande semi-aride qui traverse l'Afrique d'est en ouest sur 3 millions de km² et partage l'Afrique en deux.

En 2007 déjà, un ambitieux projet avait été lancé par onze pays de la zone : la création d'une Grande Muraille verte, pour restaurer les écosystèmes. Ce programme d'ampleur voulait refaire du Sahel une terre arborée, fertile et nourricière. Treize ans plus tard, si l'Éthiopie, le Soudan ou le Niger avancent à grands pas

Ce dossier est réalisé dans le cadre d'un partenariat avec SOS SAHEL International France.

vers une régénération naturelle de leurs forêts, d'autres, comme le Burkina Faso, le Mali ou la Mauritanie, sont plus entravés dans leur progression.

Face à l'urgence d'un déséquilibre général de cette zone fragile, SOS SAHEL parie sur un redémarrage du projet dans six pays (Sénégal, Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger et Tchad) en réorientant la lutte. Grâce à l'Initiative verte, lancée en janvier 2019, l'ONG ambitionne de restaurer 360 000 hectares de terres agricoles et forêts et 10 000 hectares de terres irriguées en dix ans, et de créer 100 000 emplois dans 1700 villages de ces six pays. « Pour cela, nous allons concevoir un écosystème agroforestier en réintégrant l'arbre dans les cultures, comme on l'a fait en France avec les pommiers de Normandie ou les noyers du Sud », explique Rémi Hémerlyck, délégué général de l'organisation. SOS SAHEL n'est pas la seule à parier sur les vertus de l'agroforesterie, promue par d'autres acteurs, comme l'ONG américaine The Nature Conservancy, mais aussi de nombreux chercheurs.

OPPORTUNITÉS LOCALES

« On sous-estime souvent la capacité d'adaptation des agriculteurs de ces régions », avance Luc Desroix, directeur de recherche en hydrologie à l'Institut de recherche pour le développement (IRD). Mais il est important de les soutenir face à ce dérèglement qui nous concerne tous », et de leur laisser une véritable marge de manœuvre, sans imposer de solutions venues du Nord.

L'Initiative verte se décline différemment dans les six pays de la zone, puisque les populations

doivent s'inventer de nouveaux moyens de subsister adaptés au lieu et aux opportunités économiques locales. De l'installation de puits pour les femmes qui exploitent la gomme arabique au Tchad à l'établissement de cuvettes maraîchères au Sénégal, en passant par l'aménagement de cordons pierreux pour freiner l'érosion au Burkina Faso, les stratégies de reverdissement divergent, même si toutes poursuivent le même but et misent sur les acteurs locaux et des solutions durables.

Stopper la désertification qui grignote chaque année un peu plus les terres arables pourrait contribuer à mettre fin au djihadisme et aux conflits ethniques séculaires qui la minent. Et changer le quotidien de 300 millions de personnes en freinant la déstabilisation de leur zone de vie. Un pari qui se fonde sur les analyses des meilleurs spécialistes de la région.

Si l'Afrique est peu émettrice de gaz à effet de serre, elle paie déjà un prix élevé au réchauffement

« Les groupes djihadistes prospèrent parce qu'ils offrent une alternative aux jeunes ruraux sahéliens »

EXTRAIT D'UN RAPPORT DU CRISIS GROUP

planétaire, le Sahel en premier lieu. Dans cette zone, qui borde le Sahara sur 5500 km, les mutations climatiques accroissent la compétition pour l'accès aux ressources et au foncier. Dans un contexte d'instabilité, où 4,9 millions de personnes ont déjà fui à cause des violences, « les groupes djihadistes prospèrent parce qu'ils offrent une alternative aux jeunes ruraux sahéliens privés d'un accès aux ressources », rappelle le Crisis Group, dans son rapport du 24 avril sur les guerres climatiques. Sans compter qu'à chaque

saison, l'opposition entre les intérêts des éleveurs et ceux des paysans devient plus forte, puisqu'ils se retrouvent en concurrence sur des surfaces agricoles toujours un peu plus étroites, avec des couloirs de passage pour les troupeaux toujours plus réduits.

Alors même que les projections tablent sur une augmentation massive de la population des pays du Sahel central en 2050 (qui passerait de 84 millions à 196 millions d'habitants, en se basant sur les taux de natalité actuels), tous les voyants sont déjà au rouge. Et le FMI rappelait récemment que « financer l'adaptation au changement climatique sera plus rentable que les fréquentes aides aux victimes de catastrophes ». Le coût de cette adaptation serait de 30 à 50 milliards de dollars (de 26 à 44 milliards d'euros) par an au cours de la prochaine décennie.

INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

C'est que, dans cette région, les températures grimpent déjà depuis l'aube des années 2000. En plus d'avoir été précoce, cette hausse y est une fois et demie plus rapide qu'ailleurs sur la planète. Et elle retarde les campagnes agricoles. Désormais, en effet, au lieu de début mai, on ne plante plus avant la fin du mois de juin, mais la saison s'achève toujours en octobre.

De plus, si le nombre de jours pluvieux diminue sur l'année, on assiste à une recrudescence des précipitations torrentielles, qui provoquent des inondations souvent mortelles, lessivent les sols, noient les plantations et emportent les semis. Une calamité pour les communautés sahéliennes, dont 70 % vivent d'agriculture et d'élevage. Si l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) évalue à 9,7 millions le nombre d'Ouest-Africains en insécurité alimentaire entre juin et août 2019, ce chiffre pourrait croître cette année, à cause du Covid-19. Et encore plus dans les années à venir, si l'on en croit les

prévisions du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), qui, si rien n'est fait, table sur un recul de 20 % des rendements agricoles sahéliens par décennie durant tout le XXI^e siècle.

Outre ses impacts agroécologiques, économiques et sécuritaires, le réchauffement climatique fait aussi le lit des risques sanitaires. Un argument de poids à l'heure du Covid-19. « En détruisant l'habitat de nombreuses espèces, en provoquant leur déplacement puis leur interaction avec les hommes, les vagues de chaleur et la déforestation font peser le risque de laisser émerger des maladies nouvelles », avance Laurent Vidal, représentant de l'IRD au Mali. Dans un pays comme le Sénégal, le scientifique craint notamment le déplacement du rat noir qui, ayant perdu son habitat forestier, se voit désormais forcé de manger les cultures pour survivre, au risque de devenir un vecteur de pathologies pour l'homme. Ailleurs, plus à l'ouest, c'est l'extension des zones où souffle l'harmattan qui a déjà élargi la diffusion des épidémies de méningite, notamment en Côte d'Ivoire.

Pour lutter contre ces maux qui risquent de précipiter des millions de Sahéliens vers l'exil, les Africains participent, bien sûr, au combat mené à l'échelle de la planète pour que les pays industrialisés limitent leurs émissions de gaz à effet de serre. Mais certains veulent, en plus, agir directement pour l'Afrique, première victime, et reverdir ces terres que défend le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, à chaque occasion.

Pour l'heure, les grands bailleurs internationaux doivent financer un plan d'investissement climat pour la région du Sahel (2018-2030) et lancer un programme prioritaire pour la période 2020-2025. Mais en parallèle, l'Afrique mène également au quotidien son combat de terrain, hectare après hectare. ■

MATTEO MAILLARD



Projet agroenvironnemental, au Burkina Faso, dans la région du Sahel. JÉRÔMINE DERIGNY/ARGOS DIFFUSION/SAIF IMAGES

